



La situation économique et financière du Qatar en 2004

16 novembre 2005

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

La conjoncture économique et financière conjoncturelle est très favorable

Pour les 6 premiers mois de l'année 2005, le prix moyen du baril de brut atteint 48,30 USD

La banque centrale annonce un taux de croissance nominal compris entre 20 et 25% pour l'année 2005.

L'agence de notation Moody's estime que la dette extérieure du Qatar devrait tomber à 38,3% du PIB durant l'exercice fiscal 2004/05

Le Qatar non seulement tire structurellement profit de l'investissement gazier qu'il a opéré au cours des dix dernières années mais encore bénéficie de la conjoncture très favorable observée depuis quatre ans sur le marché des hydrocarbures (prix du baril à 28 USD en 2003, à 36,8 USD en 2004 et des prix records au dessus de 60 USD en 2005). Les revenus tirés des hydrocarbures tirent le reste de l'économie par l'intermédiaire d'un « policy mix » devenu expansif : au cours de trois derniers exercices budgétaires clos, les dépenses de l'Etat ont progressé en termes réels de près de 10% en moyenne annuelle, cette augmentation étant focalisée sur les grands investissements en infrastructures. Tout en enregistrant une croissance en volume forte (6,4% en 2003 ; 11,5% en 2004 et supérieur à 11% en prévision pour 2005) et, grâce à l'amélioration des termes de l'échange, un enrichissement encore plus important (croissance du PIB mesuré en dollars de 20,3% en 2003, de 20,4% en 2004 et de près d'un tiers en prévision 2005), le Qatar dégage une épargne excédant substantiellement un investissement élevé à l'échelle de ce petit pays : l'excédent courant dépasse depuis 5 ans plus du quart du PIB (dont 32% du PIB en 2004 et 40% du PIB en prévision pour 2005) . L'épargne est canalisée par les comptes publics dont l'excédent moyen visible au cours des trois derniers exercices clos a avoisiné 6% du PIB.

Le ratio de la dette extérieure (contractée pour financer les investissements de liquéfaction du gaz) sur le PIB, avait atteint à la fin des années 90 un pic à plus de 100%, est redescendu et avoisinait fin 2004 les 50%. Le fait que l'investissement gazier soit gagé par la signature de contrats de vente de GNL d'au moins 20 ans et un stock d'avoirs publics extérieurs, qui pour être dissimulé (à tort ou à raison les autorités du Qatar jugent prudent de masquer autant que faire se peut la richesse de leur pays, richesse qu'elles cloisonnent mal de leur patrimoine propre) n'en est pas moins significatif, garantissent le paiement du service de la dette.

Les investissements engagés ou qui vont l'être dans les cinq ans à venir sont de nature à renforcer le poids du Qatar sur le marché des hydrocarbures.

La production de pétrole brut s'est établit à 780 000 b/j pour les 7 premiers mois de l'année 2005.

La production de pétrole brut pourrait passer de 714 000 b/j actuellement à 875 000 b/j à échéance de l'année 2007. La production de condensats (dont l'évolution est liée à celle du gaz et qui n'est pas couverte par les quotas de l'OPEP) est appelée à augmenter sensiblement, l'objectif visé étant de la porter de 135.000 b/j à 400 ou 450.000 b/j à échéance de l'année 2010.

Le Qatar possède 16% des réserves prouvées de la planète en gaz. La production et les exportations de gaz liquéfié vont doubler dans les cinq ou six ans qui viennent. En outre, les Autorités de Doha sont en train de faire sur le GTL (Gas To Liquids) un pari analogue à celui qu'ils avaient lancé sur le développement du GNL voici une dizaine d'années, l'objectif étant de mettre en place une capacité de production qui pourrait atteindre au moins 570.000 b/j au début des années 2010 et majorer le montant des recettes en devises dans des proportions comprises entre 1,5 et 2 Mds \$ par an.

Les autorités du Qatar ont développé une stratégie de diversification adossée aux revenus tirés du gaz

La diversification de l'économie du Qatar semble porter ses fruits puisque selon les statistiques officielles de la Banque Centrale, les secteurs non liés au gaz et au pétrole entrent pour 33 % dans la formation du PIB pour le 2ème trimestre 2005. Selon divers analystes, ces résultats s'expliquent par la croissance des dépenses publiques et les investissements du secteur privé sur un marché de l'immobilier en pleine explosion.

Loin de se borner à exploiter l'avantage comparatif qu'ils possèdent en matière d'hydrocarbures, les Autorités de Doha font, plus que tout autre pays de la région, les efforts nécessaires pour promouvoir des activités permettant d'accélérer le développement du pays et d'en élargir la base. C'est avec ce souci qu'ils misent indifféremment sur la formation des élites régionales (qui est en passe d'être prise à peu près totalement en mains par les universités américaines) et sur leur capacité à reproduire aujourd'hui le schéma développé par l'Emirat de Dubaï à la fin des années 1980, c'est-à-dire à faire du Qatar, en quelques années et quel qu'en soit le prix, une plate-forme régionale. D'où les investissements qui ont été engagés ou qui sont en passe de l'être pour construire un nouvel aéroport (dont la capacité d'accueil portera dès 2008 sur douze millions de passagers), pour orchestrer la montée en puissance de Qatar Airways (qui est une des compagnies les plus agressives et les plus dynamiques de la région) et pour promouvoir, à l'instar de ce qu'a fait Dubaï, à la fois le tourisme "haut de gamme" et le tourisme "thématique" (congrès, événements sportifs, etc...).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de DOHA (adresser les demandes à doha@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur :

Mission Économique
Adresse : P.O. Box 4373
DOHA
DOHA
QATAR
Rédigée par : Erwan LE CARER
Revue par : Christian PONSOT

Version originale du 16/11/2005